

# **Économie sociale, développement local et mondialisation dans une perspective Nord-Sud**

Par Louis Favreau et Lucie Fréchette

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Centre d'études et de recherches en intervention sociale (CÉRIS)

Université du Québec en Outaouais (UQO)

## **1. L'actualité de l'économie sociale et du développement local dans la coopération internationale**

À propos des initiatives de développement local et de l'économie sociale au Nord comme au Sud, les recherches en sciences économiques et sociales commencent à se faire plus nombreuses: que ce soit pour signaler une tendance générale de création de ce type d'initiatives à l'échelle de la planète ou pour chiffrer son importance au Sud comme au Nord (Salamon et Anheier, 1998), pour signaler leur renouvellement au Nord (Defourny, Favreau et Laville, 1998), leur émergence au Sud (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999; Develtere, 1998) ou l'importance des mouvements et/ou des ONG qui les soutiennent (Fall, 2000; Develtere, 1998). Certaines recherches vont plus loin en mettant en relief les rapports complexes de ces initiatives avec les pouvoirs publics et leur contribution au refaçonnage d'un État social (Comeau et alii 2001 ; Demoustier, 2001) ou encore en les situant dans un cadre plus large, celui d'une économie plurielle (Aznar et alii 1997; Sauvage, 1996). Dans cette foulée, il faut surtout relever que la face cachée de la mondialisation néolibérale, sa contrepartie en quelque sorte, c'est la remontée du «local» c'est-à-dire le croisement de solidarités territoriales et d'entreprises locales (privées et collectives).

L'érosion des compromis sociaux et la remise en question des règles institutionnelles qui ont constitué la base du développement de l'après-guerre dans les pays du Nord (le modèle fordiste et providentialiste), puis dans les pays du Sud (le modèle développementiste) constituent le cœur de la crise actuelle: la mondialisation néolibérale provoque une concurrence à la hausse entre pays et la montée de l'exclusion et de la précarité. La crise actuelle engendre également un déficit

démocratique car les États, surtout dans le Sud, deviennent de plus en plus redevables à des acteurs qui leur sont extérieurs, tels que le FMI et la Banque mondiale (Smouts, 1995).

Dans un tel contexte, les associations au Sud comme la coopération internationale Nord-Sud en ont subi les contrecoups et ont vécu un temps fort d'incertitudes (Bessis, 1997). **Mais la crise a libéré un espace inédit pour le changement social.** Cependant, pour participer pleinement à la construction de nouvelles régulations sociales et donc à une démocratisation du développement (Sen, 2000), cela suppose que les nouvelles initiatives d'économie sociale et de développement local dépassent le stade de l'innovation et puissent se généraliser. Comme l'illustrent fort bien un certain nombre d'expériences de développement local, par exemple, celle de Villa el Salvador au Pérou (Favreau et alii, 2002 ; Azcueta, 2001) ou encore celle de Porto Alegre au Brésil (Gret et Sintomer, 2002 ; Genro et de Souza, 1998), la question de l'institutionnalisation de ces initiatives se pose, notamment la question de leur reconnaissance et de la coopération effective avec les pouvoirs publics et les grandes institutions internationales (OIT et UNESCO par exemple).

Les gouvernements locaux qui ont émergé dans ce cadre — et la démocratie participative qui l'accompagne dans un certain nombre de ces initiatives — ont offert les avantages de la **proximité**, c'est-à-dire la possibilité d'intervenir sur des questions qui concernent l'organisation de la vie quotidienne (services locaux de transport en commun, équipements localisés de services de santé et de services sociaux, etc.) à une échelle qui est objectivement accessible à la majorité des citoyens et sur un territoire, certes à géométrie variable, mais susceptible de favoriser l'appartenance à une communauté. L'économie populaire et solidaire, de son côté, a favorisé le **décollage** de communautés locales, leur **premier développement** et, ce faisant, leur insertion dans le développement économique général d'un pays. La coopération internationale a beaucoup à tirer de ces expériences en orientant son travail en direction du soutien aux mouvements sociaux locaux, à la démocratie locale et au premier développement. C'est ce que nous allons tenter de montrer dans ce qui suit.

## **2. Économie sociale, développement local et coopération internationale : l'expérience québécoise**

Le Québec est sans contredit engagé dans la dynamique d'une mondialisation de la solidarité par l'économie sociale et le développement local: par exemple l'Union des producteurs agricoles

(UPA) est particulièrement active dans le soutien de projets de commercialisation collective des produits agricoles et artisanaux dans une douzaine de pays d'Amérique latine et d'Afrique ; la CSN et la FTQ, les deux plus importantes organisations syndicales du Québec, font de la formation sociale et syndicale dans de nombreux pays francophones du Sud (Burkina-Faso, Haiti, Mali...); le Mouvement Desjardins travaille à l'émergence de caisses populaires dans de nombreux pays du Sud (33 pays dont le Mali, le Vietnam, l'Uruguay) pendant que la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses (Québec), née à l'initiative de syndicats, soutient des projets de reprise d'entreprises notamment au Mexique et au Pérou ; le Fonds de solidarité (FTQ) favorise de son côté la mise sur pied d'un fonds emploi-retraite au Sénégal pendant que des mutuelles et coopératives québécoises regroupées dans la Société coopérative de développement international (SOCODEVI) soutiennent des projets de développement local en Afrique et en Amérique latine. Sans compter qu'une cinquantaine d'organisations de coopération internationale (OCI) québécoises travaillent bon an mal an, avec l'apport de plusieurs centaines de coopérants (600/année en moyenne), sur place et au Québec, pour soutenir des projets locaux de développement. C'est le cas d'Équiterre par exemple, une OCI engagé dans le commerce équitable ou SUCO une autre OCI investie notamment dans le jumelage de villages québécois avec des villages maliens (Konaté et alii, 1999).

Mais il y a plus. Non seulement des initiatives sectorielles et bilatérales ont pris forme depuis deux, parfois trois décennies mais le Québec est porteur d'initiatives Nord-Sud d'envergure internationale : ce fut le cas de la Marche mondiale des femmes en 2000 comme ce fut le cas de la Deuxième Rencontre internationale d'économie sociale et solidaire de 2001 à Québec à l'invitation du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), regroupement national des réseaux d'économie sociale engagés dans diverses pratiques de solidarité internationale<sup>1</sup>.

Ce type de pratiques qui n'est pas le propre du Québec en la matière permet de mettre en relief l'idée que **la mondialisation n'est pas un ensemble unique de processus**. En effet, à côté et même souvent contre la mondialisation néolibérale, se déploie un ensemble d'initiatives qui, sans constituer une force sociopolitique mondiale, ont dépassé le stade de la démarche exclusivement

---

<sup>1</sup> Voir à ce propos le site des rencontres internationales co-produit par le GESQ et la CRDC : [www.uqo.ca/ries2001](http://www.uqo.ca/ries2001)

locale pour s'inscrire dans une **autre mondialisation**, laquelle privilégie la lutte contre la pauvreté par l'emploi et la protection sociale de même que la maîtrise de l'environnement et la maîtrise de la société sur l'économie mondiale (Rouillé D'Orfeuil, 2002 ; Favreau et Fréchette, 2002 ; Castel, 2002 ; Favreau, 2000 ; Reilly, 1995).

### **3. Économie sociale, développement local et mondialisation équitable**

L'économie sociale et le développement local font-ils partie d'une alternative crédible à l'échelle de la planète? La question est complexe et nécessite qu'on s'y attarde plus longuement. **Disons d'abord que la mondialisation néo-libérale n'est pas la seule possible.** Si les grandes tendances de la période sont la non-régulation de l'économie mondiale, une pauvreté massive et croissante et les menaces qui pèsent sur l'équilibre écologique de la planète, on assiste aussi simultanément à l'émergence de contre-tendances : nouvelles gouvernances locales, nouvelles propositions de politiques publiques à l'échelle mondiale (la taxe Tobin par ex.), nouvelles formes d'échange comme le commerce équitable, internationalisation de mouvements sociaux, réseautage international d'associations et d'ONG par internet, etc. Bref, partout dans le monde, des initiatives de la société civile prennent forme pour occuper l'espace d'innovation libéré par la crise. L'économie sociale et le développement local sont, à plusieurs titres, engagée dans la **construction** de réponses des classes populaires aux problèmes soulevés par la nouvelle dynamique planétaire de cette mondialisation, particulièrement celle des pays du Sud.

L'une des principales caractéristiques des initiatives économiques populaires, tout particulièrement celles des pays du Sud, c'est d'abord leur grande diversité : elles voient le jour dans tous les secteurs, aussi bien dans les centres urbains qu'en milieu rural, sous des formes très variables car souvent directement issues de pratiques traditionnelles; elles se situent aussi bien dans le secteur dit formel que dans le secteur dit informel ; leurs activités, marchandes ou non-marchandes, peuvent concerner l'ensemble d'un village ou d'un quartier, ou seulement un groupe spécifique, comme les femmes, les jeunes, les commerçants, les artisans, etc. ; elles peuvent avoir un statut d'association, de mutuelle ou de coopérative mais très souvent elles n'en n'ont pas. À titre d'exemples, voyons ce que sont ces initiatives et sur quels créneaux qu'elles investissent: 1) la création ou le maintien d'emplois (*talleres de producción* en Amérique latine, groupements d'artisans en Afrique de l'Ouest) ; 2) le développement agro-alimentaire (groupements villageois

en Afrique occidentale, coopératives de producteurs en Amérique latine et en Asie, syndicats multi-activités de paysans en Afrique) ; 3) la commercialisation des produits agricoles (greniers villageois et banques de céréales, systèmes collectifs de mise en marché dans les villages) ; 4) la commercialisation communautaire de l'artisanat (associations artisanales féminines en Inde, groupements d'artisans en Afrique et en Amérique andine) ; 5) l'épargne et le crédit solidaire (tontines en Afrique et en Asie, coopératives d'épargne-crédit et caisses villageoises d'épargne-crédit en Afrique francophone, *credit unions* dans les pays plus anglophones, systèmes de crédit solidaire de type *Grameen Bank* en Asie, en Afrique et en Amérique latine) ; 6) les services collectifs de santé (mutuelles ou coopératives de santé) ; 7) la protection collective de l'environnement (associations de reboisement et entreprises sociales de récupération et recyclage) ; 8) l'habitat collectif dans les quartiers populaires et les bidonvilles (des associations et coopératives d'auto-construction en Amérique latine et des associations de quartiers en Afrique) ; 9) la sécurité alimentaire (cuisines collectives et jardins communautaires en Amérique latine).

En deuxième lieu, contrairement aux coopératives et initiatives de ce type développées sous l'égide des États nationaux avec le concours de certaines institutions internationales dans les années 50, 60 et même 70, ces initiatives sont généralement **des initiatives de la société civile** qui cherchent à répondre à un ou des besoins ressentis par une communauté (production, financement, logement, éducation et formation, soins de santé primaires, alimentation, etc.). Le rythme de développement des activités ainsi que leur mode d'organisation s'adaptent bien aux réalités locales et à une insertion dans le village ou le quartier, ce qui confère à ces organisations une assez grande flexibilité et une relative stabilité.

En fait, il faut considérer que ces expériences endogènes comme étant celles du **premier développement de communautés locales**. En fait on a pratiquement ignoré, dans la plupart des théories et des politiques de développement des 50 dernières années, que toutes les sociétés industrielles capitalistes nées en Europe au siècle dernier se sont très précisément et d'abord construits, pendant au moins deux cent ans, dans le creuset de ce type d'«économie de rez de chaussée» pour reprendre l'expression de Braudel (1985). De là l'importance de bien saisir cette notion de «premier développement» dans les pays du Sud. Celui-ci ne réside pas seulement dans

une économie de subsistance mais bien dans un «vivre ensemble» qui prend appui sur un système socioéconomique local d'échanges. En d'autres termes, l'occupation d'un territoire, c'est l'**occupation d'un espace social** particulier pour des échanges, économiques et sociaux, et donc une **co-habitation** dans le cadre d'un **premier développement** qui instaure un marché intérieur, marché intérieur sans lequel l'aide internationale et des politiques macro-économiques sont la plupart du temps inefficaces.

Comme le disait l'ancien président socialiste de Tanzanie Julius Nyerere au début de la décennie 80 «Il y a certaines choses que je ne referais pas si je devais recommencer. L'une d'elles est l'abolition du gouvernement local et l'autre est le démantèlement des coopératives. Nous étions impatients et ignorants». Le croisement des notions de premier développement et d'économie sociale s'est imposé, ce qui nous conduit à formuler les propositions suivantes : 1) le premier développement -le tissu économique local- est indispensable à tout développement d'un État-nation ; 2) il faut quitter le schéma bipolaire qui fait du marché et de l'État les seuls moteurs du développement au bénéfice d'une conception plurielle qui prend acte de l'existence de trois pôles ayant leur apport respectif (Aznar et alii, 1997).

Cette conception plurielle du développement permet de reconnaître :1) la valeur de nombreuses initiatives locales comme pièce maîtresse d'une nouvelle coopération Nord-Sud et comme condition de décollage de communautés et régions des sociétés du Sud.; 2) l'importance de nouvelles politiques publiques (de la part des États et des organisations internationales) qui assument la reconnaissance de trois pôles de développement (et non pas deux) en considérant notamment que la jonction de l'économie publique et de l'économie sociale peut permettre de multiplier les projets en fonction de l'intérêt général.

Dans cette perspective, le bilan de Nyerere prend ici tout son sens car le développement local et les gouvernements locaux offrent les avantages de la proximité tandis que l'économie sociale, de son côté, favorise le décollage de communautés locales et leur insertion dans le développement général d'un pays.

Ainsi avec les années 90, nous avons assisté à une remontée du local (et donc de l'économie sociale et de ce premier développement). Nous avons aussi vu **le local s'internationaliser**. Plusieurs rencontres internationales ont donné la mesure de l'élan nouveau que prend cette remontée du «local». Mentionnons quatre de celles-ci dont nous sommes plus près, toutes quatre issues d'initiatives de la société civile.

1) la Conférence internationale de Lima de juillet 1997: l'événement a réuni plus de 275 personnes (principalement d'ONG et d'associations) provenant de trente-deux (32) pays autour de deux objectifs: a) définir le concept d'économie solidaire et sa viabilité à l'approche du prochain millénaire; b) établir les possibilités pour des échanges internationaux Nord-Sud (Munoz et Ortiz, 1998).

2) La Conférence internationale sur l'économie sociale au Nord et au Sud tenue à Ostende quelques mois plus tôt (mars 1997): elle avait réuni plus de 400 personnes d'une trentaine de pays et abondait dans le même sens (Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999).

3) La naissance la même année de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire suite à un appel signé par 1417 personnes de 100 pays (Alliance, 1997).

4) La tenue d'une seconde Conférence internationale d'économie sociale dans une perspective Nord-Sud au Québec en 2001 et son prolongement déjà en cours d'organisation à Dakar au Sénégal en 2005 (Lachapelle, 2001).

À cela il faut ajouter la création d'un pôle de socioéconomie solidaire initié lors du second Forum social mondial de Porto Alegre (en 2002) et de nombreuses rencontres internationales de développement local (dont l'une de celles-ci tenue au Québec en 1998)

Dans ces espaces de débat, par delà les déclarations officielles, deux grands acteurs collectifs qui évoluaient plutôt en parallèle auparavant se sont rencontrés et ont ouvert des perspectives nouvelles dans leur interaction. La première perspective a trait aux organisations de la société civile qui savent après une décennie ou deux d'expérience que des milliers de petits projets ici et là ne constitueront jamais à eux seuls un développement durable et structurant. Bon nombre de porteurs de projets étaient plutôt anti-institutionnels, anti-étatiques et anti-entreprises. Aujourd'hui, ces organisations recherchent **les conditions pour que les changements sociaux dont ils sont les porteurs puissent se diffuser**, ce qui implique de revoir leurs rapports aux

institutions, à l'État et à l'entreprise. La seconde perspective, c'est d'États et d'organisations internationales qui ont en cours de route découvert la «**loi de la proximité**» pour rejoindre des populations en difficulté, c'est-à-dire une démarche partenariale avec des organisations de la société civile autour d'initiatives de développement local et d'économie sociale.

À partir de là, il est possible d'observer que ces initiatives se déploient davantage à l'intersection de la relation entre le «local» et le «global». D'une part, elles ont une contribution inestimable d'éducation, de soutien technique et de support financier sans compter qu'elles sont un «grenier de méthodologies nouvelles et une filière pour une partie de l'aide publique au développement» (Vershave et Boisgallais, 1994). D'autre part, les réseaux internationaux auxquelles participent ces initiatives permettent **de multiplier les échelles d'intervention** (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) **et le changement d'échelle d'action** en passant du micro, c'est-à-dire de la gouvernance locale, au macro pour peser sur les politiques globales.

Il existe donc un certain nombre d'initiatives, suffisamment crédibles, qui introduisent de la solidarité dans l'activité économique proprement dite et cela **à l'échelle de la planète. Elles ont aussi tendance à converger pour intervenir aussi à cette échelle.** La réussite de ces initiatives dépend cependant, en amont, de la force propulsive que lui fournissent les mouvements sociaux (mouvement associatif, de femmes, écologique, syndical, jeunes) et en aval, la perspective que lui procure un projet de société démocratique et solidaire. Ces initiatives encore modestes ont le défi est de jeter les bases d'un système économique solidaire **en multipliant les lieux, les espaces et les échelles d'intervention.**

#### **4. La capacité d'initiative de la société civile et des mouvements sociaux au plan international**

La notion de société civile est souvent définie par la négative : on s'entend assez facilement pour dire que ce n'est pas un acteur économique privé et que ce n'est pas l'État. Par la positive, le consensus s'établit généralement autour de la définition de base suivante : ce sont des **regroupements de personnes**, organisés sous la forme d'associations volontaires (organisations sans but lucratif, coopératives, organismes militants, etc.) cherchant à résoudre des problèmes sociaux, économiques, culturels ou environnementaux par des **voies démocratiques et**



**collectives.** Principalement utilisée jusqu'à récemment dans un cadre national ou infranational, cette notion opère aujourd'hui sur le registre international, voire transnational, en référence notamment à la montée d'un certain nombre d'ONG à vocation directement et explicitement internationale comme le sont, pour prendre des exemples très connus, *Amnistie internationale*, *Greenpeace*, *Médecins sans Frontières*, *Save the Children*, etc. Bien que le sujet puisse être matière à discussion, du moins sur le plan théorique, les notions de société civile et d'ONG sont parentes de celle de mouvement social, en ce sens que les organisations qui composent la société civile ont généralement en commun des fonctions de critique et de revendication, des fonctions d'éducation civique et de socialisation mais aussi des fonctions d'élaboration d'alternatives économiques et sociales.

On peut dire que les mouvements sociaux, pris globalement et sur le registre de l'intervention internationale, sont présentement dans une phase active de construction (Boli et Thomas, 1999). Sur la scène internationale, de nouveaux acteurs sont apparus à côté des partis politiques de gauche, des grandes organisations syndicales et des grandes institutions de l'économie sociale. Les ONGI<sup>2</sup> ont fait leur nid en occupant un espace laissé relativement libre par les mouvements sociaux traditionnels<sup>3</sup>. Pour citer quelques exemples de cette mouvance, mentionnons : les groupes, réseaux et organisations du mouvement des femmes (la marche mondiale des femmes de l'an 2000 en témoigne), le mouvement religieux *Jubilee 2000* pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, le mouvement écologique (par exemple *Greenpeace*, *Amis de la terre*), le mouvement associatif/communautaire (par exemple Amnistie internationale ou l'Alliance pour le progrès des communications), les mouvements à vocation plus « généraliste » comme l'Alliance pour un monde solidaire ou les réseaux constitués dans le cadre du Forum social mondial de Porto Alegre... La société civile internationale ne se limite d'ailleurs pas aux réseaux associatifs. Il faut également y associer plusieurs milieux sociaux intermédiaires comme des organisations

---

<sup>2</sup> Dans cette seule catégorie (organisations strictement à vocation internationale et reconnues officiellement par l'ONU), il y en a 5 472 (*Alternatives économiques*, numéro 47 hors-série, 2001, p. 44). Soixante pour cent de celles-ci auraient des activités économiques.

<sup>3</sup> Les organisations syndicales éprouvent de la difficulté au Nord à capter les nouvelles générations, en raison notamment de la petite taille des entreprises en croissance et du fait que les entrées sur le marché du travail se font davantage dans le secteur tertiaire, peu syndiqué, que dans le secteur secondaire. Dans les sociétés du Sud, les difficultés sont plus grandes encore étant donné la prévalence de l'économie informelle.

professionnelles, des Églises<sup>4</sup>, des fondations, des centrales syndicales<sup>5</sup>, des collectivités territoriales (Lévy, 2000; Boli et Thomas, 1999).

Le mouvement décrit ici paraît souvent bien faible face à ses opposants. Il est embryonnaire, très diversifié et hétérogène, ses stratégies ne sont pas souvent convergentes, ses positions souvent défensives (uniquement de résistance), sa dépendance à l'égard de financements publics ou privés est fréquemment mise en évidence et sa représentativité constamment mise en doute parce qu'il est identifié à des minorités agissantes dans le cas des mobilisations de type socio-politique ou à des minorités professionnelles dans le cas des mobilisations de type socio-économique. Bref, la mobilisation sur la scène internationale est encore bien jeune.

Néanmoins, la pérennité de ces mouvements sociaux semble favorisée par l'accumulation de conditions et de tendances très diverses mais positives : 1) les aspirations à une citoyenneté active sont plus que jamais à l'ordre du jour, comme en témoignent les rencontres d'ONG à l'occasion des conférences et sommets organisés par l'ONU ou, sur un autre registre, les mobilisations dans les rues de Seattle, Prague, Washington...; 2) le soutien de certains États et de certaines institutions internationales se manifeste plus sensiblement sur le terrain socio-économique : Secrétariat d'État à l'économie sociale et solidaire en France et au Brésil, Chantiers d'économie sociale au Québec et en Belgique, programme d'économie sociale au BIT, appui de la CNUCED aux ONG à Bangkok en 2000, appui du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dès le premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001; 3) les « passerelles » entre mouvements sociaux traditionnels et nouveaux mouvements sociaux se font plus nombreuses et concrètes, autour de thèmes comme la construction d'un 3e pôle économique, le développement local, le commerce

---

<sup>4</sup> Par exemple, aux États-Unis, l'Interfaith Center on Corporate Responsibility (ICCR) rassemble les investissements de 300 congrégations religieuses. Réunies, elles pèsent 400 milliards de dollars. Leur influence peut être forte. L'ICCR a fait modifier la politique de l'entreprise pétrolière Amoco concernant le respect des territoires des communautés amérindiennes, celle de compagnies d'électricité sur les normes de sécurité des centrales nucléaires, la position d'Exxon sur sa responsabilité en matière d'environnement, celle de Bayer sur des produits toxiques commercialisés en Amérique centrale (voir la revue *Croissance*, décembre 1996, numéro 399, p. 37, article de Thierry Brésillon).

<sup>5</sup> La CISL, qui est l'organisation syndicale internationale la plus puissante, regroupe aujourd'hui 215 centrales syndicales dans 145 pays et représente 125 millions de travailleurs. Les deux tiers des centrales qui lui sont affiliées viennent des pays en développement. La FTQ et la CSN en sont membres. La CISL était partie prenante de la mobilisation de Seattle.

équitable<sup>6</sup>; 4) la capacité récente de travailler en temps réel à l'échelle de la planète grâce aux nouvelles technologies des communications facilite la conception et la réalisation de projets communs, les mises en réseaux et les mobilisations d'envergure internationale; 5) les propositions et les gestes en faveur d'une « nouvelle architecture internationale » se multiplient : contrôle de l'OMC, taxation des transactions financières (ATTAC), développement par réseautage international des pratiques solidaires, annulation de la dette des pays les plus pauvres, préservation à l'échelle planétaire de la qualité de l'air et de l'eau, reconnaissance des forêts comme biens publics, élimination des paradis fiscaux ; 6) de nouvelles formes de coopération internationale font également leur apparition : jumelages de villes et de villages, d'écoles, micro-finance en provenance d'initiatives du Nord au service de projets locaux dans les pays du Sud, partage de savoir-faire (cuisines collectives, cercles d'emprunt)<sup>7</sup>.

Tout cela contribue à créer un environnement favorable à l'éclosion de milliers de projets et de petites entreprises dont la multiplication atteste de l'étonnante vigueur des économies populaires au Sud (sans compter le renouvellement de l'économie sociale au Nord et une certaine complicité de ces initiatives avec celles du Sud). Ces initiatives sont à la fois **locales et globales** et, fait à souligner, ne sont de type capitaliste ni dans leurs façons de produire ni dans leurs façons de distribuer biens et services produits.

## 5. L'enjeu du développement aujourd'hui

Le moment semble plus propice aujourd'hui à des collaborations entre les grandes institutions de l'économie sociale et les nouvelles initiatives de l'économie solidaire autour de finalités communes de démocratisation du développement. Pour se faire, elles ont, en premier lieu, **engager une bataille sur la notion de développement**. La conception néo-libérale qui a cours aujourd'hui, a longtemps mûri dans certaines institutions internationales (FMI et Banque Mondiale). Des idées, des croyances et des convictions alternatives nécessitaient d'opérer une

---

<sup>6</sup> L'exemple italien des coopératives sociales ou l'exemple québécois de la NÉS soutenue par des institutions financières coopératives et syndicales démontrent qu'une bonne partie de l'influence et des effets structurants de la NÉS sur des communautés réside dans l'établissement de ces « passerelles ». Mais pour les nouveaux réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire la question de la construction de ponts avec l'Alliance coopérative internationale ou la CISL par exemple demeure encore entière.

<sup>7</sup> Voir à ce propos la revue Croissance (Troube, 1999).

déconstruction intellectuelle de ces idées, puis une reconstruction par des canaux institutionnels nouveaux : publications, réseaux, conférences, forums, sites internet sont autant d'occasions de faire progresser ces idées nouvelles. Plutôt que de jeter aux orties la notion de développement, l'idée d'une **pluralité de modèles de développement** commence à acquérir ses lettres de créance à travers le monde de même que celle de la **pluridimensionnalité** du développement, celui-ci n'ayant de sens qu'en combinant l'économique, le social et l'environnemental (Sen, 2000; Bartoli, 1999).

On peut synthétiser la pensée actuelle sur le développement de la façon suivante : 1) le social doit être au poste de commande; 2) l'économie doit être considérée pour ce qu'elle est, un instrument et non une fin du développement; 3) l'environnement doit constituer une conditionnalité nouvelle dans les choix économiques qui s'opèrent ; 4) quelques grandes priorités s'imposent qui doivent être poursuivies simultanément, notamment l'emploi, la construction d'institutions démocratiques et le partage de la richesse.

La plupart des initiatives du Nord comme du Sud auxquelles nous faisons référence dans ce texte sont engagées dans la mise en œuvre de cette conception pluridimensionnelle du développement en mettant de l'avant quelques grands critères pour appuyer ou animer leurs projets : elles misent sur des groupes qui font la promotion de la démocratie; sur des projets qui appuient des organisations populaires; sur des projets qui favorisent la promotion collective des femmes et des jeunes; sur des projets capables de susciter des alternatives économiques; sur des projets qui mettent en œuvre une gestion populaire de l'environnement.

Ensuite, elles se sont engagées dans une bataille **sur le terrain politique** car ces réseaux savent que les économies industrielles émergentes dans le Sud ne peuvent faire l'économie de certaines conditions qui ont permis la naissance d'économies développées : **une intervention de l'État, des sociétés civiles fortes, des systèmes locaux d'échange, une présence active de gouvernements locaux (municipalités), un environnement favorable à l'entrepreneuriat, des entreprises collectives.**

La réussite de ces initiatives ne dépend pas seulement de la poussée que lui donne les mouvements sociaux et un projet de société démocratique et solidaire. Elle dépend aussi de la capacité de ces initiatives **à évoluer sur la scène internationale et à peser sur la conjoncture**.

Car la plupart savent aujourd'hui que les échanges d'expériences, tout enrichissants qu'ils soient, ne suffisent pas à peser sur les politiques des États, des grandes organisations internationales et des multinationales. Il faut **une organisation mondiale des solidarités**, en d'autres termes, des lieux d'articulation collective des projets et des propositions d'une mondialisation équitable; des lieux qui permettent de façon plus soutenue que maintenant de mieux comprendre les enjeux, d'analyser les expériences qui réussissent, de formuler des projets nouveaux, de faire circuler les informations de manière plus systématique, etc.

C'est dans ce sens qu'au Québec, les principaux réseaux d'économie sociale réunis dans le GESQ soutiennent la mise sur pied du **Réseau intercontinental d'appui à l'économie sociale solidaire (RIPESS)** et le **secrétariat** de la tenue d'une 3<sup>e</sup> rencontre internationale (**Dakar 2005**) afin d'activer davantage le **réseautage** entre pays du Nord et du Sud sur des bases réciproques.

## **6. Problèmes sociaux, lutte contre la pauvreté et travail dans la société d'aujourd'hui**

Si on veut comprendre le monde d'aujourd'hui et le nouveau souffle de la mondialisation, la néolibérale comme celle qui se veut sociale et équitable, il faut évidemment éviter de se limiter à la mondialisation telle que vécue par les 15 ou 20 pays les plus riches de la planète. La perspective Nord-Sud a ici toute son importance. Mais cette perspective qui déborde les pays du Nord a aussi eu besoin de se renouveler parce que la polarisation Est-Ouest, tendance marquante des rapports internationaux d'après-guerre, n'existe plus et que nous sommes sortis de la période tiers-mondiste (années 60 et 70) remplie quasi-automatiquement de bonnes causes (soutien aux résistances populaires ici ou là, soutien aux mouvements de libération nationale...).

La revue *Esprit* parle en effet d'une nouvelle question Nord-Sud (Lévy, 2000) et ce n'est pas un hasard. Il y a d'abord la globalisation financière (2000 milliards de dollars sont l'objet de transactions journalières alors qu'il n'y en a que quelques dizaines pour les échanges

commerciaux). C'est que la finance plutôt que la firme est au poste de commande. Puis, il y a la force des multinationales (Nike...); il y a la montée d'une industrie culturelle internationale; il y a l'information mondialisée par Internet et la retransmission par satellite (CNN). Bref, un capitalisme financier international en plein effervescence et libéré, en grande partie, des contrôles publics existants dans la période antérieure.

Ce texte a introduit une hypothèse contraire à la pensée courante à ce sujet dans le débat sur la mondialisation à l'effet que la mondialisation en cours, celle ouverte dans la décennie 90, n'est **pas un ensemble unique de processus**. À côté, et même souvent contre la mondialisation libérale, facteur majeur d'exclusion sociale, se déploie un autre ensemble fait d'initiatives qui, sans constituer encore une force socioéconomique et sociopolitique mondiale, a dépassé le stade des démarches exclusivement locales pour s'inscrire dans une mondialisation autre qui se veut sociale et équitable. Pour faire court, il existerait donc des contre-tendances dont certaines sont plus axées sur la résistance politique, d'autres plutôt sur la construction d'alternatives. L'économie sociale et le développement local participeraient de cette stratégie de lutte par ce qu'on a appelé le **premier développement**, celui des économies locales, celui dont on a privé nombre de sociétés du Sud, celui qui constitue le **sous-bassement essentiel** à toute économie nationale et à toute inscription qui n'est pas à sens unique dans l'économie internationale.

En tout état de cause, au premier chef, à l'échelle internationale, la question de la lutte contre la pauvreté examinée par la lunette du travail nous apparaît déterminante : la réintroduction du chômage de masse dans les pays développés mais surtout la montée en puissance de l'économie informelle dans les pays du Sud ont provoqué tout à la fois des mutations profondes dans le monde du travail et mobilisé les énergies de nombreux mouvements sociaux, introduit de nouvelles inquiétudes au sein des gouvernements d'un bon nombre de pays et de nouveaux projets dans certaines institutions internationales.

C'est que, dans l'univers de travail, pour l'immense majorité de la population active à travers le monde, la précarité est forte et l'avenir imprévisible. Globalement, 75% des gens de la majorité des pays du Sud vivent de cette façon et dans les pays du Nord un 25%. La lutte contre la pauvreté comme thématique, dont toutes les institutions internationales se sont, à des degrés

divers et sous des formes diverses, emparées depuis quelques années, nous fait voir, sous l'angle de **la théorie du développement**, toute la pertinence de l'économie sociale et du développement local en la matière. C'est cette nouvelle dynamique de l'emploi et du travail qui explique en bonne partie la sortie de l'économie sociale et du développement local de leur éclipse et leur renouvellement théorique et pratique autour des notions d'**économie populaire** (au Sud), de **nouvelle économie sociale** ou **d'économie solidaire** (au Nord et au Sud) et de «**développement économique communautaire**» pour reprendre une expression nord-américaine qui traduit le «local» de concertation (après avoir connu le «local» développé par en haut (sous le mode institutionnel) ou par en bas (sous le mode alternatif).

## **7. L'économie sociale, le développement local, la démocratisation du développement et la solidarité internationale**

L'économie sociale et le développement local, concrètement, sont des mobilisations sociales autour de trois choses : 1) un travail de mise en réseau; 2) des décisions stratégiques à prendre (par où et par quoi v passe le changement social); 3) des politiques publiques à construire (Pecqueur, 2000). Bref un travail de construction de la démocratie qui emprunte certes «de petites routes», pour reprendre l'expression des regroupements villageois maliens (Konaté et alii, 1999), mais qui est un travail indispensable pour asseoir le développement d'une région, d'un pays, d'un continent.

Pourquoi ces petites routes sont-elles si importantes? Parce que les initiatives de l'économie sociale et le développement local, non seulement créent des dispositifs d'accompagnement des collectivités en difficulté pour régler leurs problèmes, mais soulèvent la question de la **gouvernance démocratique**, de l'aménagement des territoires et celle de la **création de richesses** c'est-à-dire du développement d'entreprises (Fall et Favreau, 2002; Lévesque et alii, 2001). Parce que les initiatives de l'économie sociale et le développement local ne sont pas seulement des résistances de communautés à la crise des États et donc à la crise de production de services collectifs. Ces initiatives nous amènent à ré-interroger le rôle du marché, de l'État et de la société civile au Nord (Maréchal, 2000) comme au Sud (Sen, 2000). Parce que les initiatives de l'économie sociale et le développement local ne font pas que répondre à des besoins sociaux. Elles nous mobilisent afin de bâtir un rapport de forces permettant de faire déboucher celles-ci

sur de nouvelles politiques publiques (Corragio, 1999). Parce que l'économie sociale et le développement local, par delà la réponse à des besoins, nous amènent à la nécessité de construire de **nouvelles institutions** pour assurer la pérennité des activités générées et plus de **démocratie**.

L'économie sociale et solidaire et le développement local nous amènent également sur le terrain, non plus de l'aide aux pays du Tiers-Monde et de la seule coopération technique mais sur celui de la solidarité internationale. Tous les problèmes sont mondiaux et appellent des militants internationaux disent plusieurs. Dans un sens oui! Les porteurs de projets des initiatives très locales dont traite ce texte ont un volet international que ceux-ci n'ignorent pas. D'où la multiplication actuelle des réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire.

Ces réseaux, dans le contexte de montée d'une société civile internationale, sont fort précieux pour promouvoir à l'échelle internationale des valeurs de justice, de démocratie et de développement solidaire. Ils mettent de l'avant des préoccupations non marchandes, sont des instruments d'information et d'éducation indispensables et contribuent à alimenter en permanence le débat avec les États et les institutions internationales sur les risques que l'avenir comporte et sur la nécessité de construire une mondialisation équitable. Mais nous ne sommes qu'au début de ce processus. Dossier à suivre.

### **Bibliographie**

ALLIANCE (1997). *Alliance pour un monde responsable et solidaire*, Paris/Lausanne, Éd. Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH), 53 pages.

AZCUETA, M. (2001). *Combate global contra la pobreza. Las soluciones existen (la experiencia de Villa el Salvador)*, Escuela Mayor de Gestion municipal et UNESCO, Lima, 37 pages.

AZNAR, G. et al. (1997). *Vers une économie plurielle*, Paris, Syros.

Bartoli, H. (1999), *Repenser le développement, en finir avec la pauvreté*, UNESCO/Économica, Paris.

BESSIS, S. (1997). «Les nouveaux enjeux et les nouveaux acteurs des débats internationaux des années 90», *Tiers-Monde*, n° 151, Paris, 118-157.

Boli, J. et G. M. Thomas (Eds.), (1999). *Constructing World Culture : International Nongovernmental Organizations since 1875*, Stanford, Stanford University Press.



- BRAUDEL, F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion.
- Castel, O. (2002), *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives ?* Éd. La Découverte.
- COMEAU, Y., L. FAVREAU, B. LEVESQUE ET M. MENDELL (2001), EMPLOI, ECONOMIE SOCIALE ET DEVELOPPEMENT LOCAL : LES NOUVELLES FILIERES. PUQ, QUEBEC.
- CORRAGIO, J.-L. (1999). *Politica social y economia del trabajo*, Universidad Nacional de General Sarmiento/Mino y Davila Editores, Buenos Aires/Madrid.
- DEFOURNY, J., DEVELTERE, P. et B. FONTENEAU (sous la direction de) (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université.
- DEFOURNY, J., FAVREAU, L. et J.-L. LAVILLE (sous la direction de) (1998). *Insertion et nouvelle économie sociale, un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Demoustier, D. (2001), *L'économie sociale et solidaire, s'associer pour entreprendre autrement*. Éd. Syros, Paris
- DEVELTERE, P. (1998). *Économie sociale et développement: les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université.
- FALL, A. SALAM ET L. FAVREAU (2002), CREATION DE RICHESSE EN CONTEXTE DE PRECARITE : COMPARAISON NORD-SUD ET SUD. CAHIER DE LA CRDC, UQO, GATIENAU, 37 PAGES.
- FALL, A. S. et M. DIOUF (2000). «La société civile en Afrique de l'Ouest: configurations et défis», *Économie et Solidarités*, vol. 31, n° 2, Québec, Presses de l'Université du Québec, 82-109.
- Favreau, L. et L. Fréchette (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, Québec.
- FAVREAU, L. (dir.), *Économie sociale, coopération Nord-Sud et développement* dans la revue *Économie et Solidarités*, vol.31, numéro 2, Presses de l'Université du Québec, Québec
- GENRO, T. et U. DE SOUZA (1998). *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville*, Paris/Lausanne, Éd. Charles Léopold Mayer .
- Gret, M. et Y. Sintomer (2002), *Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie*. La Découverte, Paris.
- Konaté, M, P. Simard, C. Giles et L. Caron (1999), *Les petites routes de la démocratie*, Éd. Écosociété, Montréal.
- LACHAPELLE, R. (2001). «Au Québec en 2001 une rencontre internationale Nord-Sud pour une mondialisation alternative», *Économie et Solidarités*, vol. 31, n°2, 9 -18.
- Lévesque, B. (2001) , *La sociologie économique*, Desclée de Brouwer, Paris.

LEVY, M. (sous la direction de) (2000). «La nouvelle question Nord-Sud», *Esprit*, n° 264, 79-175.

ORTIZ, H. et I. MUNOZ (1998). *Globalizacion de la solidaridad, un reto para todos*, Grupo Internacional de Economia Solidaria (GES)/ Centro de Estudios y Publicaciones (CEP), Lima, Peru.

Maréchal, J.-P. (2000), *Humainiser l'économie*, Desclée de Brouwer, Paris.

REILLY, C.A. (1995). *New Paths to Democratic Development in Latin America: the Rise of NGO-Municipal Collaboration*, Londres, Lynne Rienner Publishers.

SALAMON L.M. et H. K. ANHEIER (1998). *The Non Profit Sector in the Developing World*, Manchester, Manchester University Press.

SAUVAGE, P. (1996). *Réconcilier l'économie et le social. Vers une économie plurielle*, Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE).

SEN, A. (2000), *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Éd. Odile Jacob.

SMOUTS, M.-C. (1995). *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin

TROUBE, C. *et al.* (1999). «Planétaires et solidaires», *Croissance*, n° 431, 9-43.

VERSCHAVE, F.-X. et A.-S. BOISGALLAIS (1994). *L'aide publique au développement*, Paris, Syros.

### **Des sites portant sur l'économie sociale, le développement local**

#### **et la solidarité internationale**

Site de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) et du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS) de l'Université du Québec en Outaouais. Regroupement d'une dizaine de chercheurs de l'UQAH de différentes disciplines des sciences économiques et sociales. Des professeurs d'autres universités (du Québec, du Canada, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine) y sont associés. [www.uqo.ca/crdc-geris/](http://www.uqo.ca/crdc-geris/)

Site des rencontres internationales des réseaux d'économie sociale et solidaire. Site dirigé conjointement par le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) et la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais dans la foulée de la 2<sup>e</sup> rencontre internationale d'économie sociale et solidaire. [www.uqo.ca/ries2001](http://www.uqo.ca/ries2001)

Site du Centre interuniversitaire de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises privées, publiques et d'économie sociale (CRISES), foyer de recherches et d'analyses en économie sociale depuis plus de 10 ans. Regroupe une vingtaine de chercheurs et une centaine d'étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle de sept universités du Québec. Trois grands volets:

innovations dans le domaine du travail; 2) économie sociale et conditions de vie; 3) innovations et territoires. [www.unites.uqam.ca/crises/](http://www.unites.uqam.ca/crises/)

Site du CIRIEC Canada, foyer animateur de la revue d'économie sociale *Économie et Solidarités*. Le CIRIEC Canada fait partie d'un réseau international de recherche en économie publique et en économie sociale (surtout européen). [www.unites.uqam.ca/ciriec/](http://www.unites.uqam.ca/ciriec/)

Site de l'Association pour le progrès des communications (APC) qui regroupe 50,000 ONG à travers le monde. Accès à de l'information internationale alternative et à des forums de discussion sur des questions d'intérêt international. [www.apc.org](http://www.apc.org)

Site d'économie solidaire dans les pays du Sud initié suite à la Rencontre internationale de Lima de 1997 sur la globalisation de la solidarité. [www.alter.org.pe/psf/](http://www.alter.org.pe/psf/)

Site du Centre d'économie sociale de l'Université de Liège, foyer animateur de recherche sur l'économie sociale au Nord et au Sud. À l'origine, initiateur d'une rencontre internationale d'économie sociale à Ostende de 1997, rencontre initiée par des chercheurs de l'Université de Liège et de l'Université de Louvain. [www.econsoc.org](http://www.econsoc.org)